

LA PREVENTION DU RISQUE CHIMIQUE EN FRANCE : PRIORITES ET APPLICABILITES

**PRESENTATION DGT AUX Journées Nationales
de Santé au Travail
dans le BTP – 1^{ER} juin 2023**

Introduction : Quelques données chiffrées sur l'exposition aux risques chimiques

- ✓ La quasi-totalité des secteurs d'activité sont concernés ;
- ✓ 2ème cause de maladies professionnelles reconnues en France derrière les TMS ;
- ✓ 1ère cause de décès d'origine professionnelle en France ;
- ✓ 1 / 3 des salariés sont exposés à au moins un produit chimique et 10 % à au moins 1 produit cancérogène ;
- ✓ 15 % des salariés sont exposés à plusieurs agents chimiques,

I – La prévention du risque chimique : une priorité du PNST 4

Risque chimique : action prioritaire du PNST 4

Des liens accrus entre le PNST 4 et les autres plans en matière de risques chimiques

- ✓ Le PNST : point de convergence des différents plans et documents programmatiques ayant un impact sur les travailleurs

Par exemples :

- Les actions de gestion des risques liés aux nanomatériaux en lien avec la stratégie nationale des perturbateurs endocriniens (SNPE 2) et plan national santé environnement (PNSE 4) ;
- La lutte contre les effets de certaines pollutions (sols, air intérieur) sur la santé des travailleurs en lien avec le PNSE 4 ;
- Les outils (formation, outils d'aide à la décision) pour accompagner la substitution des produits contenant des substances préoccupantes pour la santé en lien avec les priorités de la Stratégie décennale de lutte contre les cancer et le PNSE 4.

Renforcer la réglementation sur la prévention

- ✓ Primauté de la prévention primaire par rapport à la logique de réparation face au risque chimique ;
- ✓ Un sujet bien identifié au sein du COCT, avec un groupe de travail qui a travaillé sur des pistes pour rendre plus effectif le cadre juridique de la prévention du risque chimique ;
- ✓ Réflexion sur le développement de la biosurveillance professionnelle, en lien avec la stratégie nationale de biosurveillance (SNBS)

Renforcer la traçabilité des expositions

- La loi du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail et ses décret d'application visent une approche collective et individuelle de la traçabilité, via :
 - ✓ La conservation et l'accès au le DUERP ;
 - ✓ La visite post-exposition visant à établir un état des lieux des expositions susceptibles d'avoir un impact sur la santé de façon différée ;
 - ✓ Les saisies dans le DMST informatisé et interopérable des expositions professionnelles.

Faciliter l'application de la réglementation dans les TPE – PME via des outils adaptés

- ✓ Elaboration et développement d'outils reconnus et adaptés au besoin de prévention des entreprises, notamment pour la substitution ;
- ✓ Outils d'accompagnement permettant une appropriation de la réglementation pour les entreprises (Questions-Réponses (QR), instructions, téléchargements de l'outil Seirich...) ;
- ✓ Outils complets de déclinaison de la démarche de prévention des risques chimiques par secteur d'activité.

Risque chimique : action prioritaire du PNST 4

Mieux connaître les expositions et les polyexpositions professionnelles aux agents chimiques (perturbateurs endocriniens, nanomatériaux, poussières, etc.)

- ✓ Développer les connaissances sur les expositions et les polyexpositions afin de repérer les populations à risque et de connaître les risques liés à ces expositions ;
- ✓ Approfondissement des valeurs limites d'exposition professionnelles (VLEP) ou valeurs limites biologiques (VLB).

Risque chimique : action prioritaire du PNST 4

36^e
Journées Nationales
de Santé au Travail
dans le BTP

Favoriser les échanges et coopérations au niveau européen sur le risque chimique

- ✓ La réglementation européenne santé et sécurité au travail (OSH)
- ✓ Le règlements CLP
- ✓ Le règlement REACH
- ✓ L'articulation de ces réglementations européennes

II - LE RISQUE CHIMIQUE DANS LA REGLEMENTATION EUROPEENNE : UN ENJEU CROISSANT

Réglementation européenne santé et sécurité au travail (OSH)

- Les directives européennes 98/24/CE Agent Chimique Dangereux dite « ACD » et 2004/37/CE agents cancérigènes et mutagène dite « CMD » :
 - Elles posent les prescriptions minimales en terme de protection des travailleurs dans les Etats Membres,
 - Les EM ont toute liberté pour mettre en place des dispositions plus protectrices,
 - Elles définissent des Valeurs Limites d'Exposition Professionnelles ou des Valeurs Limites Biologiques pour les substances les plus préoccupantes,
 - L'annexe I de la directive CMD permet d'identifier des procédés exposants les travailleurs à des cancérigènes.
- La directive (UE) 2022/431 portant la 4^{ème} modification de la directive CMD:
 - **Intégration des substances reprotoxiques** dans cette directive rapprochant le système européen de la réglementation française. Cette directive 2004/37/CE devient donc la CM«R»D.

Réglementation européenne santé et sécurité au travail (OSH)

Un exemple de l'impact de la réglementation européenne en droit français :

Transpositions en 2021 des directives (UE) 2019/130 CMD II; (UE) 2019/983 CMD III; (UE) 2019/1831 ACD 5 :

- 2 décrets VLEP contraignantes, 2 arrêtés VLEP indicatives et 1 arrêté procédés cancérogènes, 19 nouvelles VLEP et 1 mise à jour (dont le trichloréthylène, le béryllium),
- 2 nouveaux procédés reconnus Cancérogènes (huiles minérales usagées et échappements de moteurs diésels),
- Passage de la VLEP du cadmium d'indicative à contraignante.

Réglementation européenne santé et sécurité au travail (OSH)

- Transposition en cours :
 - Directive (UE) 2022/431 établit des VLEP contraignantes européennes pour l'acrylonitrile et les composés du nickel, et elle diminue la VLEP existante pour le benzène : à faire figurer dans l'article R. 4412-149 avant le 6 avril 2024.
 - Décret prévu au second semestre 2023 pour les autres VLEP en fonction de l'avis de l'Anses sur les méthodes de mesure (en cours)
 - Confirmation de la prise en compte des médicaments dangereux, répondant aux critères de classification CMR dans le champ d'application de la CMRD:
 - Exemple: les cytotoxiques ou cytostatiques.
- Négociation en cours
 - Révisions VLEP du plomb (+ VLB), des diisocyanates, de l'amiante

Réglementation européenne : CLP

- ✓ Règlement CLP n° 1272/2008 : classification, étiquetage et emballage des produits chimiques
 - Dispositif central dans la **caractérisation des dangers**
 - Règles de classification et étiquetage des substances et des mélanges
 - Essentiel pour la construction des fiches de données de sécurité (FDS)
- ✓ Autorité compétente : DGT
 - Appui de l'Anses pour la proposition de dossiers de classifications harmonisées
- ✓ Règlement en cours de révision
 - Nouvelles classes de danger : **perturbateurs endocriniens**, dangers pour l'environnement (PBT, PMT) puis dans un second temps les effets neurotoxiques, immunotoxiques
 - Evolutions sur des nombreux articles
 - Co-décision en cours

Réglementation européenne : REACH

- ✓ Règlement REACH n° 1907/2006 : enregistrement, évaluation, autorisation/restriction des substances chimiques
 - ✓ Concerne aussi la prévention des risques professionnels, notamment via les procédures de restriction et d'autorisation (exemples de **chromates**, restriction **diisocyanates**...)
- ✓ Autorité compétente : DGPR
 - ✓ Appui de l'Anses pour l'évaluation, la proposition de dossiers de restriction...
- ✓ Révision en cours du règlement
 - Publication du projet de révision fin 2023

CONCLUSION

- ✓ Renforcement de la place des SPST : acteurs de proximité auprès des entreprises avec un rôle important d'accompagnement des employeurs, des travailleurs et de leurs représentants ;
 - ✓ Relai des outils et des messages de prévention du PNST et des PRST, des démarches des acteurs nationaux de la santé au travail ou des branches professionnelles.
- **Merci de votre attention**